

Perspectives pour le prochain mandat

LE DÉFI DE LA CONSOLIDATION DU RÉSEAU

C'est à titre d'enseignantes et d'enseignants, de syndicalistes, de citoyennes et de citoyens, que nous avons la tâche de travailler à promouvoir une alternative à la transformation néolibérale de l'éducation. Les cégeps, affectés par les compressions budgétaires et un mode de financement mal adapté, se placent souvent en concurrence entre eux, ce qui détourne le réseau de ses principes fondateurs. Nous continuerons à réclamer un meilleur financement public afin de permettre à toutes les Québécoises et à tous les Québécois un plein accès à un enseignement supérieur de qualité. Nous continuerons à exercer notre esprit critique par rapport aux tendances locales et mondiales afin de proposer, quand c'est nécessaire, des changements portés par une vision de l'enseignement supérieur qui s'appuie sur des valeurs humanistes et nous défendrons l'éducation en tant que droit fondamental et bien commun. Dans un même esprit, nous continuerons à lutter pour des conditions de travail qui nous permettent d'exercer au mieux notre mission éducative.

Diminuer la précarité et travailler à l'intégration de la formation continue au secteur régulier

Tout en consolidant les ressources qui servent à la création de charges à la formation continue, nous devons poursuivre notre travail pour l'amélioration significative des conditions de travail des enseignantes et des enseignants chargés de cours à la formation continue et au régulier. Comme il n'y a qu'une seule classe d'enseignantes et d'enseignants, toutes et tous doivent avoir accès aux mêmes conditions d'exercice du métier.

Consolider la place des cégeps en région

Le mal-financement et le recours abusif à des annexes budgétaires plutôt qu'à un financement stable et adéquat poussent les cégeps à chercher d'autres formes de financement et à se lancer dans la course à la « clientèle » par toutes sortes de moyens. Le recrutement et la promotion coûtent cher et se font parfois au détriment des services aux étudiantes et aux étudiants. Il ne faudrait pas que l'accueil d'étudiantes et d'étudiants étrangers soit instrumentalisé au profit de la compétition entre les établissements. La question ne peut se résumer à un simple positionnement sur le « marché des étudiants étrangers ». Nous sommes pour l'accueil de toutes les étudiantes et de tous les étudiants internationaux, mais la « course » pour les attirer ne peut faire l'économie d'une réflexion documentée et analysée dans le contexte plus large de l'internationalisation de l'enseignement supérieur. Cela ne peut pallier la consolidation de la place des cégeps en région qui passe nécessairement par un financement adéquat, stable, prévisible et grandement amélioré, mais aussi par le maintien de l'expertise et d'une offre de formation diversifiée sur tout le territoire.

Renforcer l'autonomie professionnelle et la culture de la collégialité

L'assurance qualité, les processus de reddition de comptes et l'omniprésence des politiques institutionnelles alourdissent la tâche et portent atteinte à notre autonomie professionnelle. Il faut se donner les moyens de consolider notre culture de collégialité qui est au cœur de l'organisation de notre travail. L'exercice de cette collégialité favorise notamment la prévention de conflits et la mise en place d'un climat de travail sain, des questions qui sollicitent de plus en plus les comités exécutifs syndicaux. De plus, nous croyons que le rôle des départements au sein des collèges, notamment au sein des comités de programme, est crucial et doit être valorisé.

Assurer le respect de notre vision humaniste dans la transformation du réseau

Les stratégies gouvernementales liées à la formation de la main-d'œuvre présente et « future », la dévalorisation de la formation générale ou encore l'obsession des compétences numériques en éducation visent une transformation du réseau pour le rendre soi-disant plus « performant et efficace ». Dans ce contexte de dérive, les enseignantes et les enseignants, au sein de leur syndicat, doivent maintenir le cap et poursuivre la bataille pour que le réseau soit cohérent. Nous croyons que l'enseignement supérieur ne doit pas fluctuer au gré des modes, des tendances passagères ou des seuls besoins à court terme du marché du travail : il doit former des personnes capables de s'adapter aux changements, fortes d'une formation suffisamment large.

Revendiquer les moyens et des ressources qui tiennent compte de la diversité grandissante de la population étudiante

Le nombre d'étudiantes et d'étudiants en situation de handicap a plus que décuplé au cours de la dernière décennie. De plus, la présence croissante dans les classes des populations étudiantes autochtone, immigrante, internationale, ainsi que la présence grandissante de celles et ceux dont les acquis de base sont vacillants ajoutent à la complexité de la tâche et commandent une réflexion large sur les enjeux que cela suscite. La diversité des approches à employer dans ce contexte est un facteur significatif d'alourdissement de la tâche enseignante. Il faut donc consolider et accroître les ressources à l'enseignement pour assurer l'encadrement de ces populations étudiantes.

LA FORCE DE L'ORGANISATION COLLECTIVE

Au-delà des enjeux du réseau collégial qui nous occuperont au cours des prochaines années, les perspectives que nous traçons doivent également porter sur nos modes de fonctionnement et les défis organisationnels auxquels nous faisons face. L'organisation de nos moyens doit nous permettre d'avancer, en dépit du contexte difficile d'attaques répétées contre le réseau collégial, contre nos conditions de travail et contre l'idéal éducatif que nous portons. La meilleure attaque demeurant le consensus collectif fort, notre réflexion autour des enjeux actuels en éducation ne pourra pas faire l'économie du débat sur l'équilibre à donner entre les orientations et les balises nationales et l'autonomie syndicale locale. Plus largement, ce travail s'inscrira notamment dans la suite des travaux et réflexions déjà amorcés sur nos

règles de fonctionnement dans la perspective de cultiver et de renforcer la vie démocratique et la solidarité au sein du regroupement cégep. Les trois prochaines années seront aussi marquées par différents événements dont les prochaines élections québécoises et la négociation du secteur public, un contexte large qui nous amènera à cibler et à faire connaître nos priorités ainsi qu'à réfléchir à faire alliance en enseignement supérieur, mais également avec des groupes de la société civile et des groupes communautaires. Enfin, certains enjeux spécifiques à notre convention collective actuelle nécessiteront également la poursuite de stratégies planifiées et coordonnées en vue de l'atteinte de nos objectifs.

Se donner les moyens d'atteindre nos objectifs

Afin d'atteindre les buts que nous nous fixons, une attention particulière doit être accordée aux choix que nous faisons ainsi qu'aux moyens que nous nous donnons. Cette attention doit passer par une capacité à privilégier certains objectifs, à se donner des priorités claires, notamment dans le cadre de la prochaine négociation, tout en gardant une vue d'ensemble des enjeux qui nous interpellent. Dans cet exercice, il apparaît important de viser davantage l'atteinte de consensus au sein du regroupement dans la perspective d'établir des stratégies communes autour de balises et d'ententes nationales. Cette visée ne pourra prendre forme sans le déploiement d'une forte solidarité entre nous et devra s'accompagner d'une réflexion sur l'équilibre à préserver entre orientations nationales et autonomie locale.

Être à l'offensive

La force de notre organisation collective se manifeste notamment par la mise en branle de plans d'action où se déploie notre capacité de mobilisation. Pour donner encore plus d'écho à nos revendications, nous devons travailler à mener nos actions et à faire porter notre voix au moyen de campagnes structurantes et planifiées. Pour permettre le déploiement de stratégies offensives et assurer le succès de ces actions, le respect collectif des impératifs liés à ces mobilisations apparaît incontournable.

Cultiver et renforcer la vie démocratique dans nos instances et dans nos pratiques

La réflexion sur nos pratiques et sur nos règles continuera à occuper le regroupement dans le contexte de la poursuite des travaux amorcés sur ces questions. Afin de favoriser la vitalité démocratique du regroupement, nous travaillerons également à la consolidation des pratiques d'échange et de travail qui favorisent une participation de l'ensemble des délégué-es. Dans cette perspective, nous chercherons à ce que l'exercice du débat joue un rôle positif dans la consolidation de l'unité du regroupement.

Réfléchir à nos alliances

Les défis auxquels nous ferons face au cours des prochaines années nous amèneront à réfléchir à la question de nos alliances. En vue de la prochaine négociation, nous devons nous interroger sur la possibilité et l'opportunité stratégique de former de nouveau une alliance sectorielle des syndicats de professeures et de professeurs de cégep, une réflexion liée plus largement à l'enjeu de la formation d'un Front commun. Nous continuerons également à avancer nos positions et à réfléchir à nos relations avec les autres fédérations et syndicats du secteur public de la CSN dans le cadre du comité de coordination des secteurs public et parapublic (CCSPP). Au-delà de la prochaine négociation, nous devons penser à des alliances les plus larges possible avec la société civile et les groupes communautaires, mais également dans le cadre des États généraux de l'enseignement supérieur (ÉGES).

Poursuivre le développement de stratégies concernant les enjeux de la convention collective actuelle

Certaines questions relatives à des aspects précis de notre convention collective supposent une planification stratégique permettant de coordonner les actions à mener, tant dans le cadre des comités nationaux que sur les plans juridique et politique. Nous devons poursuivre la lutte pour favoriser des percées durables sur différents enjeux dont, le taux horaire, la RAC et de meilleures conditions de travail pour les personnes enseignant à la formation sur mesure.